

## Notaire non-juriste Directives

Le présent formulaire est une demande de nomination à titre de notaire non-juriste en Ontario.

Si vous êtes avocat en Ontario et que vous souhaitez devenir notaire, veuillez appeler le ministère des Services gouvernementaux au 416 325-8416 ou visiter [http://www.mgs.gov.on.ca/fr/OffDoc/STEL02\\_046912.html](http://www.mgs.gov.on.ca/fr/OffDoc/STEL02_046912.html)

Les personnes qui souhaitent faire prêter serment ou recevoir des affidavits ou déclarations légales en Ontario doivent remplir la Demande générale de nomination pour commissaires aux affidavits, qui est affichée à [ontario.ca/procureurgeneral](http://ontario.ca/procureurgeneral). En vertu des politiques du ministère, nul ne peut déposer dans le même temps une demande de nomination à titre de notaire et une demande de nomination à titre de commissaire aux affidavits.

Un(e) citoyen(ne) canadien(ne) peut demander d'être nommé(e) notaire non-juriste pour l'Ontario. Les demandes ne seront prises en considération que si l'emploi du requérant exige de légaliser des documents dans la province de l'Ontario pour :

- des dirigeants supérieurs du gouvernement;
- des personnes morales enregistrées de l'Ontario qui se livrent à des échanges commerciaux internationaux ou interprovinciaux ou à des activités commerciales;
- des agents de brevets ou marques de commerce;
- des sièges sociaux de syndicats nationaux ou provinciaux exerçant des activités à l'extérieur de la province.

Des nominations de notaire non-juriste ne sont pas octroyées pour permettre aux requérants de procéder aux activités suivantes :

- se lancer dans une nouvelle entreprise ou un nouveau secteur de travail,
- étendre des services existants.

En présentant un formulaire dûment rempli, le requérant consent à ce que le ministère du Procureur général utilise les renseignements fournis pour procéder à une vérification du casier judiciaire auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC).

### Directives :

#### Prière de joindre les documents suivants :

- Toutes les pages du formulaire de demande dûment rempli, signé et daté par le requérant.
- Une lettre d'autorisation sur papier à en-tête, signée ou cosignée par un dirigeant ou cadre supérieur de votre entreprise ou organisation. Si vous êtes un travailleur indépendant, vous pouvez signer la lettre. La lettre devrait proposer la candidature du requérant comme notaire non juriste au nom de l'entreprise ou de l'organisation et indiquer :
  - le nom complet du requérant;
  - le titre du requérant au sein de la société, de l'entreprise ou de l'organisation,
  - le type et le nombre de documents qu'il légalisera au cours d'un mois normal;
  - la nature des activités de la société, de l'entreprise ou de l'organisation.
- Un chèque ou un mandat au titre des droits à payer pour la nomination d'un montant de 110 \$ à l'ordre du « Ministre des Finances » (la TVH n'est pas applicable). Prière de ne pas envoyer d'argent liquide ou de renseignements sur une carte de crédit. Aucun droit n'est exigé si le requérant est employé du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial ou municipal, et si la nomination est liée à son emploi.

Envoyez le paiement et les versions originales de tous les documents au :

Ministère du Procureur général  
Bureau des nominations judiciaires  
A/S Ministère des Services gouvernementaux  
77, rue Wellesley ouest, CP 720  
Toronto ON M7A 1N3

Veuillez compter entre 4 à 6 semaines pour le traitement de votre demande.

Pour plus d'information, communiquez avec le ministère du Procureur général, Nominations judiciaires, par téléphone au 416 326-4064, ou par courriel à [appointments@ontario.ca](mailto:appointments@ontario.ca). Vous pouvez aussi visiter le site Web [ontario.ca/procureurgeneral](http://ontario.ca/procureurgeneral).

To receive this form in English, please visit [ontario.ca/attorneygeneral](http://ontario.ca/attorneygeneral) or call 416 326-4064.

Le dépôt d'une demande dûment remplie auprès du ministère du Procureur général ne garantit pas qu'une nomination de notaire non-juriste sera octroyée.

**Remarque :** Seules les demandes dûment remplies seront prises en considération. Les demandes incomplètes seront retournées à leur expéditeur. Avant de commencer, veuillez lire attentivement les instructions suivantes :

- Si vous remplissez une copie papier, inscrivez vos réponses au stylo en caractères d'imprimerie. Utilisez des majuscules et minuscules selon le cas dans les noms.
- N'utilisez pas d'initiales dans les noms.
- Des numéros de case postale ne suffisent pas pour les adresses résidentielle.
- Ne laissez PAS de case vide. Barrez la case ou inscrivez « s.o. » (sans objet) dans une case si elle ne vous concerne pas.
- Joignez des feuilles de papier additionnelles si vous avez besoin de plus de place.

Il est obligatoire de compléter les fenêtres identifiées par un (\*).

Renseignements sur le requérant			
Nom *		Prénom *	
Deuxième(s) prénom(s) *		Date de naissance (aaaa/mm/jj) *	
<b>Adresse résidentielle</b>			
Logement n° *	N° *	Rue *	Case postale
Municipalité/ville *			Province * Code postal *
Raison sociale de l'entreprise ou de l'organisation chez qui vous êtes employé(e) *			
Date de l'embauche par l'entreprise ou l'organisation *		Profession/titre *	
Année d'enregistrement de l'entreprise ou de l'organisation, le cas échéant		Téléphone professionnel*	Poste
<b>Adresse professionnelle</b>			
Salle/Bureau n° *	N° *	Rue *	Case postale
Service		Personne-ressource	
Municipalité/ville *			Province * Code postal *
Nature des activités ou des services *			

Nature des documents qui seront légalisés \*

Fréquence prévue de l'utilisation par mois des documents classés  
En Ontario \*

Hors de l'Ontario \*

Avez-vous déjà auparavant été nommé(e) en Ontario :

notaire? \*  Non  Oui

commissaire aux affidavits? \*  Non  Oui

Dans l'affirmative, indiquez votre nom et l'année d'expiration de votre nomination qui figurent sur votre tampon précédent.

Nom

Année

**Remarque : Le ministère du Procureur général pourrait vérifier les renseignements fournis dans la section suivante auprès du Centre d'information de la police canadienne (CIPC). En remplissant la demande et y apposant votre signature, vous consentez à la vérification du CIPC.**

Avez-vous jamais été reconnu(e) coupable d'une infraction criminelle pour laquelle vous n'avez pas obtenu de réhabilitation? \*

Non  Oui

Dans l'affirmative, précisez et indiquez les articles qui s'appliquent aux infractions. Joignez une feuille si vous avez besoin de place.

Vous avez le droit de travailler au Canada en vertu de (sélectionnez un énoncé) : \*

votre citoyenneté canadienne

votre résidence permanente

votre permis de travail

Si vous sélectionnez votre permis de travail, indiquez la date d'expiration du permis (aaaa/mm/jj).

Entreprises ou organisations connexes (le cas échéant) pour lesquelles votre nomination proposée est demandée.

(joignez une liste ou un tableau séparé au besoin) :

Raison sociale	Cochez une seule réponse :		
	Société subsidiaire	Société associée	Société affiliée
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nombre de personnes dans votre lieu de travail qui sont : \*

commissaires aux affidavits (à l'exception des avocats, le cas échéant)

notaires non-juristes

avocats

Si votre nomination doit remplacer celle d'un ancien notaire non-juriste ou d'un notaire existant, indiquez le nom du notaire, la date de résiliation de sa nomination, ou la dernière date à laquelle la nomination sera nécessaire, et retournez le certificat d'annulation (le cas échéant).

Expliquez en détail ci-dessous pourquoi la nomination est nécessaire et fournissez des justifications à l'appui. S'il y a lieu, démontrez ce besoin par renvoi à des lois ou règlements régissant votre domaine d'activités. Vous pouvez aussi annexer des copies de formulaires types ou de documents à légaliser en effaçant toute donnée personnelle ou confidentielle. Ajoutez une feuille de papier si vous n'avez pas assez de place.

## Études

Dernière année scolaire terminée avec succès à l'école secondaire. \*

Université ou autre établissement postsecondaire (indiquez le niveau le plus élevé atteint) *	Années de fréquentation *		Diplômes, grades, etc. *
	De	À	

## Antécédents professionnels

Employeurs précédents * (commencez par le plus récent)	Dates de l'emploi *		Profession/Titre *
	De	À	

## Liste de contrôle pour remplir le formulaire et joindre les documents requis

J'ai joint en annexe les documents suivants (cochez toutes les cases applicables) :

- Toutes les pages du formulaire de demande, dûment rempli, signé et daté par le requérant.
- Une lettre d'autorisation proposant la candidature du requérant tel qu'indiqué dans les directives pour remplir la demande.
- Un chèque ou un mandat au titre des droits à payer pour la nomination d'un montant de 110 \$, à l'ordre du « Ministre des Finances » (la TVH n'est pas applicable). Prière de ne pas envoyer d'argent liquide ou de renseignements sur une carte de crédit. Aucun droit n'est exigé si le requérant est employé du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial ou municipal, et si la nomination est liée à son emploi.

Envoyez au :

Ministère du Procureur général  
Bureau des nominations judiciaires  
A/S Ministère des Services gouvernementaux  
77, rue Wellesley ouest, CP 720  
Toronto ON M7A 1N3

Je comprends l'objet pour lequel mes renseignements seront utilisés et je confirme que les renseignements fournis dans la présente demande sont véridiques et complets.

Nom *	Signature	Date (aaaa/mm/jj)
-------	-----------	-------------------

Conformément au paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, les renseignements sont recueillis en vertu des paragraphes 4 (1) et 4 (1.1) de la *Loi sur les commissaires aux affidavits* aux fins de déterminer l'aptitude des requérants à être nommés commissaires aux affidavits. Toute question au sujet des renseignements recueillis doit être adressée au chef, Bureau des services judiciaires auxiliaires, A/S Ministère des Services gouvernementaux, 77, rue Wellesley ouest, CP 720, Toronto ON M7A 1N3, 416 326-4064.